

LE DEVOIR

Je suis cette femme du petit jour, fragilité vibrante au jardin où, les ongles fouillant la terre, commence la gloire du monde Louise Dupré, «Voix off» (1988)

VOL. LXXXIX - N° 175

MONTRÉAL, LE JEUDI 6 AOÛT 1998

87c + TAXES = 1\$ / TORONTO 1\$

PERSPECTIVES

Les ficelles rwandaises

La crise qui se déroule présentement dans la région des Grands Lacs africains a pris hier une tournure dramatique, le gouvernement congolais ayant menacé d'exporter la guerre au Rwanda et appelé la communauté internationale à «traiter le Rwanda comme un État criminel».

Quel revirement. Il y a un peu plus d'un an, un obscur révolutionnaire déclassé, Laurent-Désiré Kabila, renversait l'une des pires dictatures du continent, celle du maréchal Mobutu, grâce à l'aide précieuse de l'armée rwandaise. Aujourd'hui, cette même armée fait vaciller le pouvoir à Kinshasa. Dans l'est du pays, là même où Kabila avait lancé sa lutte contre son prédécesseur, elle vient de déclencher contre lui une grave entreprise de déstabilisation, entreprise qui menace maintenant la région des Grands Lacs africains.

Les dépêches et les articles qui nous parviennent de ce pays, comme les témoignages que l'on recueille ici et là, décrivent une situation d'une extrême complexité politique, sociale et ethnique. Mais l'ex-Zaïre n'est pas seulement victime de ses propres contradictions internes. Les événements qui s'y déroulent doivent être appréhendés dans le contexte d'une crise globale qui secoue toute l'Afrique orientale depuis plusieurs années. Et un acteur, le Rwanda, semble tirer toutes les ficelles.

Tout indique en effet que le Rwanda a planifié et suscité la «révolte» ou l'«insurrection» que les Banyamulenge ont déclenché dimanche. Ces Congolais d'origine tutsi vivent depuis quelques siècles dans les provinces congolaises limitrophes du Burundi, du Rwanda et de l'Ouganda. À l'été 1996, mécontents du sort que leur réserve le gouvernement zaïrois, ils se révoltent contre le pouvoir central avec la complicité du régime rwandais, qui cherche désespérément à éliminer les camps d'où opèrent depuis le génocide de 1994 des milices hutus qui harcellent son territoire. À Kinshasa, le régime de Mobutu chancelle, miné par la corruption et la désaffection d'une partie de son armée. Pour que la révolte banyamulenge apparaisse comme un sursaut du peuple congolais contre le vieux dictateur, Laurent-Désiré Kabila, président d'un groupe d'opposition, est «activé» par ses amis de Kigali et de Kampala. Propulsé à la tête d'une coalition hétéroclite de mécontents, ses troupes, épaulées par les soldats rwandais et ougandais, traversent l'ex-Zaïre en sept mois et s'emparent du pouvoir.

Lors de son intronisation officielle en mai 1997, tous les chefs d'Etat de la région se retrouvent à Kinshasa pour célébrer la victoire de Kabila et la naissance d'une nouvelle race de leaders, maîtres de leur destin et capables de régler les problèmes africains. La lune de miel ne va pas durer longtemps. Tout le pouvoir de Kabila repose d'abord et avant tout sur la puissante machine de guerre rwandaise qui a installé ses pions au Congo à la suite de la chute de Mobutu. Le chef de l'armée, le chef des services secrets, le ministre des Affaires étrangères, les meilleurs éléments militaires sont d'origine tutsi ou carrément des Rwandais. Ils tiennent le pays et, de ce fait, provoquent un vif mécontentement parmi la population locale. De plus, l'Ouganda et le Rwanda d'un côté et les Banyamulenge de l'autre réclament leur dû. Les premiers exigent que le gouvernement de Kinshasa règle une fois pour toutes le sort des guerillilles installées dans l'ex-Zaïre et qui continuent de harceler leur régime. Les seconds réclament une pleine reconnaissance de leurs droits dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu. Kabila rechigne et se rebiffe. Les purges commencent. Les Tutsis de son entourage sont démis de leurs fonctions. Le 27 juillet, il annonce l'expulsion «des soldats étrangers» du territoire. Quelques Rwandais partent, mais plusieurs centaines d'entre eux restent et provoquent les troubles qui ont commencé dimanche et qui se propagent maintenant au centre du pays.

Dans un dossier aux analyses prémonitoires, l'hebdomadaire *L'Autre Afrique* affirmait au début de juin qu'une nouvelle guerre se préparait dans l'est du Congo «avec la complicité du Rwanda et de l'Ouganda» et dont l'objectif est «le détachement pur et simple du Kivu de la République démocratique du Congo». À Montréal, les Congolais regroupés au sein du Forum Baraza La Kivu partagent cette analyse. Leur porte-parole, Bwana Constant, déclarait hier que la balkanisation du Congo est l'objectif ultime du régime rwandais.

Le Rwanda a beau nier être mêlé aux combats actuels, force est de constater qu'il avait fait les mêmes affirmations en 1997 avant de concéder avoir planifié et dirigé la rébellion de Kabila. Que réserve alors l'avenir? Dans une entrevue que nous publions en page internationale (A 5), un spécialiste français souligne que la région des Grands Lacs africains est entrée dans une nouvelle période de désordre «qui n'a jamais cessé et qui pourrait encore durer des décennies». Cela semble être la seule certitude à tirer de tous ces événements.

Une période de désordre qui pourrait durer des décennies

Jocelyn Coulon

MONTRÉAL

Un autre dirigeant d'Alliance Québec s'en va, page A 3



ÉCONOMIE

Kinshasa menace de porter la guerre au Rwanda, page A 5

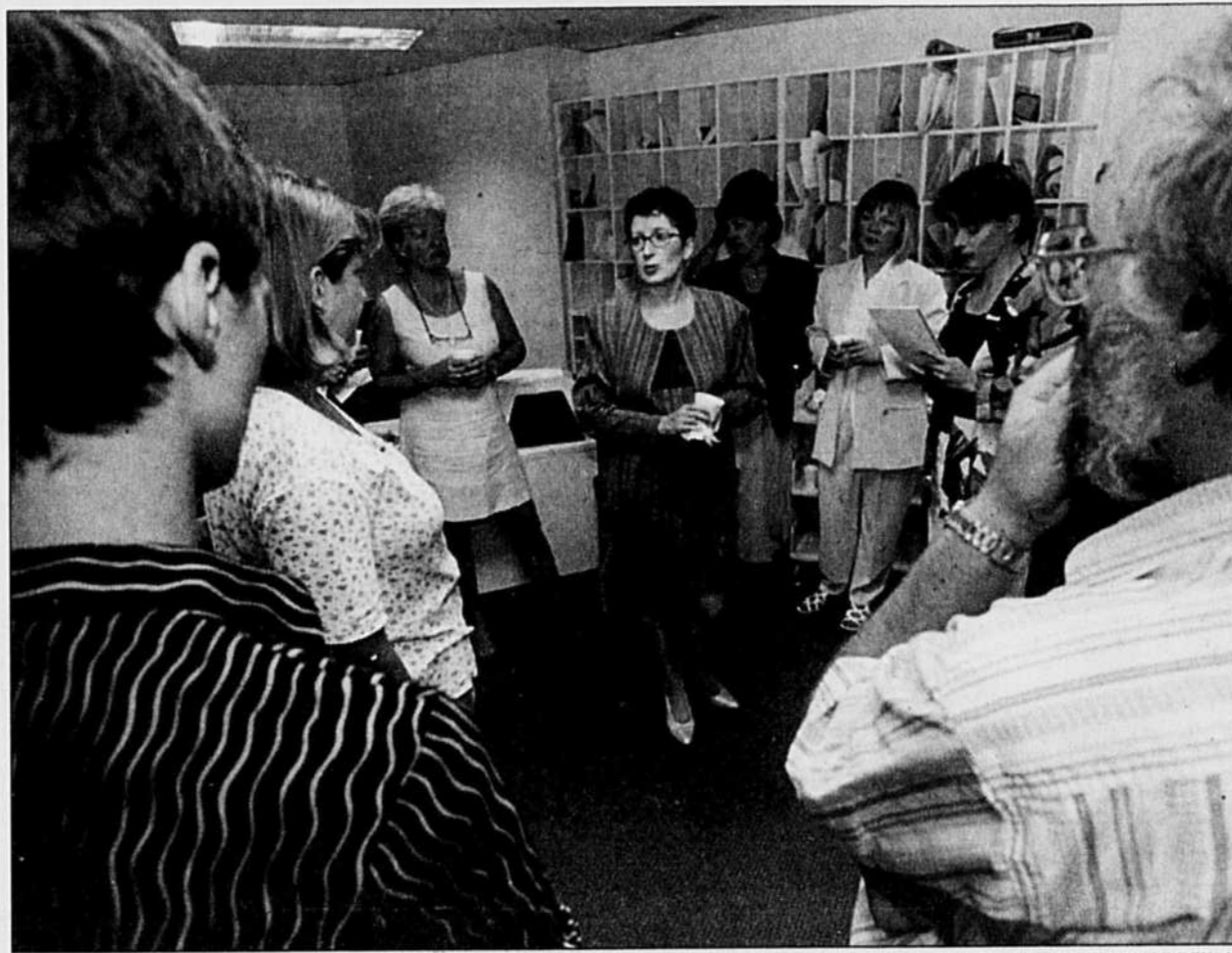


RÉGIONS

L'hommage de l'île aux Coudres à Pierre Perrault, page B 1

Lise Bissonnette mettra sur pied la Grande Bibliothèque du Québec

Elle aura passé plus de 20 ans au Devoir, dont huit comme directrice



MARIE-CLAUDE DUCAS LE DEVOIR

Lise Bissonnette quitte la direction du quotidien *Le Devoir* pour devenir présidente-directrice générale de la Grande Bibliothèque du Québec, qui doit ouvrir à Montréal en 2001. Mme Bissonnette occupera dès lundi prochain ses nouvelles fonctions. «J'ai toujours eu à cœur l'accès à l'éducation et la démocratisation de l'enseignement, a-t-elle déclaré hier en entrevue, peu après avoir annoncé sa décision au personnel du *Devoir*. Le projet de la Grande Bibliothèque est, au Québec, le plus grand projet en la matière depuis la création de l'Université du Québec.»

Mme Bissonnette a déclaré avoir en tête un concept de bibliothèque «très convivial». «Les bibliothèques et les musées sont à la fine pointe de la culture populaire, dit-elle. On ne parle plus, de nos jours, d'institutions empoussiérées!» Elle a cependant préféré ne pas parler en détail de ses intentions et de ses projets quant à ses nouvelles fonctions. Elle doit donner une conférence de presse sur le sujet ce matin à Montréal, à la Bibliothèque nationale, en présence de la ministre de la Culture et des Communications, Louise Beaudoin.

«Mme Bissonnette est la personne idéale pour diriger cette institution nationale», a déclaré la ministre Beaudoin en annonçant hier, à Québec, la nomination. «C'est une femme de caractère, de leadership. Elle saura, grâce à sa grande notoriété, donner à la Grande Bibliothèque du Québec le rayonnement international et national que nous souhaitons.» Mme Beaudoin a souligné les qualités de gestionnaire que la nouvelle présidente a démontrées, notamment en poste au *Devoir*. «Elle a redressé le journal, l'a ramené à la rentabilité, a révisé en profondeur son contenu, sa présentation et sa mise en marché», dit-elle. Répondant à une question

VOIR PAGE A 8: BISSONNETTE

■ À lire en page A 6, le dernier éditorial de Lise Bissonnette: Post-scriptum

La réunion de Saskatoon

Le Québec ne doit pas être un obstacle au compromis

Les premiers ministres ne veulent pas d'une attitude d'affrontement avec Ottawa

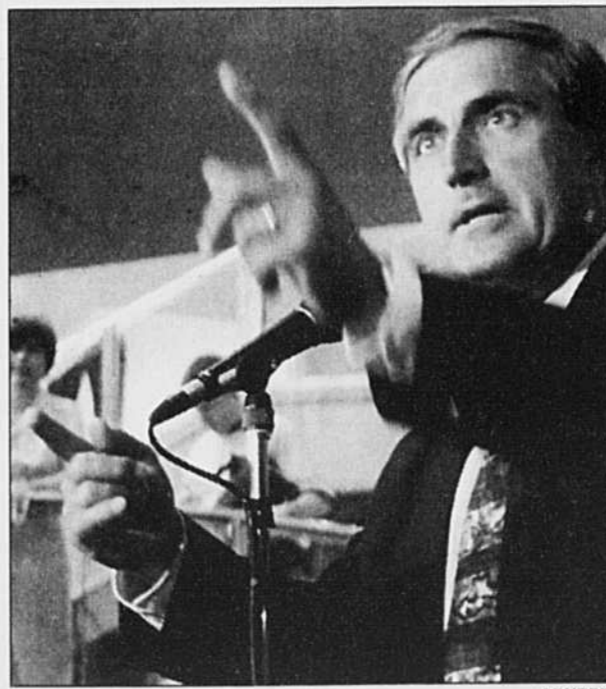
MANON CORNELIER ENVOYÉE DU DEVOIR À SASKATOON

Le Québec est plus que bienvenu à la table de négociations sur l'union sociale mais il n'est pas question que les autres provinces ferment la porte à tout compromis ou adoptent une attitude de confrontation face à Ottawa simplement pour assurer sa participation, ont indiqué les premiers ministres provinciaux lors de leur arrivée à Saskatoon hier, pour leur conférence annuelle de deux jours.

«[Les premiers ministres] pourraient modifier le consensus, c'est possible. [Le premier ministre] Bouchard et le ministre Brassard s'intéressent au consensus actuel, c'est bien. Mais l'étape suivante s'ouvre sur deux choix. Un consensus à jamais et tout est paralysé — et on peut prédire le résultat. Ou on endosse le consensus mais, en tant qu'hommes de bonne volonté, on fait preuve de flexibilité et d'accommodation», a dit en entrevue au *Devoir* le président de la conférence, le premier ministre de la Saskatchewan, Roy Romanow.

Informé des déclarations de ses collègues, M. Bouchard a nié à son arrivée se sentir isolé ou même pessimiste, bien qu'il ait dit avoir ressenti «du mou» dans les dernières déclarations provinciales.

«Je ne me sens pas isolé du tout parce que la position qui a été définie, a été définie par les autres de façon unanime. Nous nous sommes ralliés, nous appuyons cette position et elle est



ROY ROMANOW, PREMIER MINISTRE DE LA SASKATCHEWAN ET PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE DE SASKATOON.

VOIR PAGE A 8: QUÉBEC

L'Irak rompt les ponts avec les inspecteurs de l'ONU

D'APRÈS AFP ET REUTERS

Bagdad — L'Irak est à nouveau sous les feux de la rampe de l'actualité internationale. Bagdad a en effet décidé hier de suspendre totalement sa coopération avec la Commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement irakien (UNSCOM) et a repris une vieille exigence d'un rééquilibrage des équipes d'inspecteurs, demandant que le siège de cette commission soit transféré de New York à Genève ou à Vienne.

La décision des instances dirigeantes irakiennes a été annoncée quelques heures après une recommandation du Parlement de cesser la coopération avec l'UNSCOM, au lendemain de l'échec des discussions avec son chef, l'Australien Richard Butler. M. Butler se trouve à New York où il doit faire rapport au Conseil de sécurité, aujourd'hui, sur l'échec de sa mission. La première réaction de Washington est marquée au coin de la prudence, les États-Unis préférant juger Saddam Hussein «sur les actes, pas sur les mots». Washington estime en effet que la décision irakienne est «de la rhétorique politique». «Nous avons déjà vu par le passé cette sorte de pétulance.»

L'Irak vient en effet d'informer les Nations unies de sa décision, priant de plus l'ONU d'œuvrer pour lever l'embargo. Dans une lettre au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, rendue publique à Bagdad, le vice-premier ministre Tarek Aziz affirme que son pays a «coopéré avec les équipes de la Commission spéciale chargée du désarmement

VOIR PAGE A 8: IRAK

Feuilleton

Une journée dans la vie d'Eugenio Lorca

CHRISTIANE LAHAIE

Épisode 5

Prenez un chauffeur de taxi que ses dettes de jeu ont séparé de son gagnepain et appelez-le Eugenio Lorca. Ensuite, donnons-lui un colis à livrer à un certain Angel Stone. Ajoutons une pincée de claustrophobie, quelques contrariétés et un soupçon de doute, pour faire plus vrai. Mettons le tout à cuire à 35 degrés Celsius, un jour d'été dans l'est de Montréal. Si l'on se montre assez patient, l'on pourra déguster d'ici quelques jours, et qui sait?, peut-être rencontrer enfin cet intrigant Angel Stone que Lorca poursuit avec tant d'acharnement.

Acharnement, oui, c'est le mot. Mais on pourrait renchéir en parlant d'opiniâtreté, d'insistance, d'entêtement ou d'obstination. D'une façon ou de

l'autre, Eugenio Lorca s'était promis de remettre à Angel Stone le paquet qu'on lui avait confié et dont l'emballage, faut-il le préciser, commençait à se décomposer tant Lorca avait les paumes humides. Il sentait également une vague d'agressivité monter en lui; il se percevait comme le jouet d'une machination ourdie dans le but inavoué, mais évident, de le déstabiliser, de lui faire perdre pied, quoi. «Voilà, je commence à devenir paranoïaque», se dit Lorca lorsqu'il opta pour l'escalier afin d'éviter la cabine mal climatisée de l'ascenseur.

Or, lorsqu'il eut atteint le 15^e étage, il croisa le concierge qui, cette fois, s'était muni d'une vadrouille si sombre que Lorca pensa qu'il était en train de souiller les marches plutôt que de les nettoyer. Il n'avait pas remarqué à quel point le concierge paraissait décharné et perdu au milieu de sa combinaison de travail dont les rayures verti-

cales l'amincissaient encore davantage.

— Vous n'avez pas trouvé votre homme à ce que je vois...

Lorca s'arrêta à sa hauteur et lui montra le colis; au point où il en était, il pouvait demander conseil au premier venu.

— Angel Stone. L'ange de pierre... C'est beau, ça, l'ange de pierre, vous ne trouvez pas? C'est oxymorique: l'air et la terre, la réalité et les songes. J'ai étudié en littérature, vous savez, et j'ai déjà écrit quelque chose qui ressemblait à ça. Oui, je suis poète. Mais la poésie, de nos jours... Eh bien, on n'en vit pas tellement... Mais écoutez plutôt:

Mes mains comme si de rien n'était des ailes froissées sur ta nuque de glaise,

VOIR PAGE A 8: FEUILLETON

MÉTÉO

Montréal Ensoleillé, ennuagement en soirée. Max: 27 Min: 13
 Québec Ciel variable Max: 27 Min: 13
 Détails, page B 6

INDEX

Agenda B 6 Idées A 7
 Annonces B 6 Le monde A 5
 Avis publics B 4 Les sports B 5
 Culture B 8 Montréal A 3
 Économie B 2 Mots croisés B 6
 Éditorial A 6 Télévision B 7
 www.ledevoir.com



LE DEVOIR

ACTUALITÉS

IRAK

Rapport au Conseil de sécurité

SUITE DE LA PAGE 1

irakien [UNSCOM] et avec ceux de l'Agence internationale de l'énergie atomique [AIEA], mais que cette coopération n'a pas mené à la levée de l'embargo qui dure depuis huit ans, embargo que M. Aziz qualifie d'injuste.

Le communiqué réclame par exemple que le Conseil de sécurité applique le paragraphe 22 de la résolution 687, lequel prévoit la levée de l'embargo pétrolier quand l'UNSCOM aura constaté que l'Irak ne possède plus d'armes de destruction massive.

Quant au chef de l'UNSCOM, il avait refusé d'informer le Conseil de sécurité que l'Irak ne possède plus d'armes chimiques, biologiques ni de missiles de plus de 150 km de portée, comme l'exigeait l'Irak, il a écourté sa mission à Bagdad et s'est rendu à New York pour y faire rapport aujourd'hui au Conseil de sécurité.

C'est la première fois depuis la mise en place de l'UNSCOM en 1991 que l'Irak décide de suspendre totalement sa coopération avec cette instance. En novembre dernier, il avait menacé de le faire mais avait fini par expulser les seuls experts de nationalité américaine, contestant la prédominance des États-Unis au sein de l'UNSCOM et exigeant une recomposition de ses équipes.

«Étant donné que l'UNSCOM, dans sa composition actuelle, n'est ni objective ni impartiale, nous réclavons que le Conseil de sécurité effectue sa recomposition», affirme le communiqué irakien, diffusé alors que des manifestations éclataient dans plusieurs quartiers de Bagdad, conspuant les inspecteurs qualifiés «d'espions américains».

Le siège de l'UNSCOM, actuellement à New York, devrait être transféré à Genève ou à Vienne, plaide l'Irak qui, «pour prouver ses bonnes intentions», accepte que les opérations de surveillance de son désarmement se poursuivent, tout en se réservant le droit d'expulser tout membre des équipes de surveillance qui violerait sa souveraineté.

La Russie, de son côté, a laissé entendre que M. Butler était en partie responsable du dernier blocage avec l'Irak. «Nous sommes fermement convaincus que l'Irak n'est pas seul à blâmer pour cette situation, alors qu'une décision a été prise pour passer les discussions», a déclaré le représentant permanent adjoint russe auprès de l'ONU, Youri Fedotov.

Le communiqué irakien, diffusé à l'issue d'une réunion des plus hautes instances du pays présidée par Saddam Hussein, reflète le contenu d'une recommandation votée hier à l'unanimité par l'Assemblée nationale irakienne, une fois constaté l'échec de la mission de Richard Butler.

Bagdad exige notamment que la Commission spéciale de l'ONU soit dirigée par un exécutif dans lequel tous les membres du Conseil de sécurité de l'ONU seraient représentés.

À New York, Richard Butler, qui devait s'entretenir en soirée hier avec le secrétaire général Kofi Annan, n'a pour l'instant pas réagi aux exigences irakiennes. Le chef de l'UNSCOM avait toutefois mis en garde le gouvernement irakien dès son arrivée à New York. «Si les Irakiens décident de mettre fin à leur coopération avec nous, d'essayer et de prendre la tangente, cela devient très sérieux, et le Conseil de sécurité devra faire face à cela», avait-il dit.

P.J. Crowley, porte-parole de la Maison-Blanche, a souligné hier: «Nous allons continuer à faire pression sur Saddam», ajoutant que la décision de Bagdad constituait une «violation évidente» des termes de la résolution de cessez-le-feu qui a mis fin à la guerre du Golfe en 1991.

Pour le président de l'Assemblée nationale irakienne, Saadoun Hammadi, Bagdad a bien rempli les conditions fixées par l'ONU, ce que les puissances occidentales refusent de reconnaître, dit-il, pour maintenir à n'importe quel prix les sanctions économiques contre son pays. «Ces recommandations auraient dû être mises en œuvre depuis longtemps et représentent la réponse minimale» (de la part de l'Irak), a affirmé hier Saadoun Hammadi.



S.V.P. Assurez-vous de recycler ce papier journal.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier électronique redaction@ledevoir.com
Pour l'agenda culturel (514) 985-3551

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces

et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 8h à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié le lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québec Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SUITE DE LA PAGE 1

d'un journaliste qui lui demandait si son amitié bien connue pour la directrice du Devoir avait influencé son choix, la ministre Beaudoin a répondu par la négative. «On a demandé à une boîte de chasseurs de têtes de collaborer avec le ministère à la mise au point d'une liste de noms possibles. C'est de cette boîte, Stuart Spencer, qu'est venu le nom de Mme Bissonnette. [...] La première raison pour laquelle elle est nommée, c'est parce qu'elle aime les livres.»

Annnonce-surprise

La nomination de Lise Bissonnette avait été entérinée, quelques instants auparavant, par le conseil des ministres. Mme Bissonnette avait été pressentie pour le poste une première fois à la mi-juin, par une firme de recrutement de cadres. Le poste lui a été formellement offert il y a trois semaines par le ministre Beaudoin. «Dès que ma décision a été prise, j'ai accéléré les choses et demandé à M. Bouchard de faire la même chose, dit Lise Bissonnette. Il était nécessaire de ne pas trainer pour éviter les conflits d'intérêts et aussi pour éviter l'incertitude et les rumeurs qui auraient pu nuire au Devoir.»

Pour le personnel du Devoir, l'annonce faite hier matin par Mme Bissonnette a causé la plus grande des surprises.

Le successeur de Mme Bissonnette devra être désigné par le conseil d'administration. Hier soir, le président du conseil, Me Gilles Carli, indiquait qu'un comité de direction assurera l'interim. Composé de cadres de l'entreprise, il sera présidé par le rédacteur en chef, Bernard Descôteaux. «Mon départ se produit à la fin d'un cycle de reconstruction, et je laisse la maison en ordre, a souligné hier Lise Bissonnette. Les gens n'auront pas de mauvaise surprise en ouvrant les livres.»

Agée de 52 ans, Lise Bissonnette a débuté comme journaliste au Devoir, en 1974, comme chroniqueur à l'éducation.

BISSONNETTE La fin d'un cycle

Elle a ensuite été correspondante parlementaire, à Québec puis à Ottawa, éditorialiste, puis rédactrice en chef. Forcée de quitter le journal en 1986, à la suite d'une mésaventure avec la direction, elle a tenu pendant quatre ans des chroniques dans divers journaux ou magazines, dont les quotidiens *The Globe and Mail*, *Le Soleil* et le magazine *L'actualité*. Elle a également écrit un recueil de chroniques culturelles et politiques, deux romans et un recueil de nouvelles.

Le redressement du Devoir

Mme Bissonnette a pris la direction du Devoir en juin 1990, devenant la septième personne et la première femme à occuper ce poste. Elle s'est alors employée à redresser la situation du journal, qui connaissait des difficultés financières persistantes depuis le début des années 80.

Une de ses premières initiatives a d'ailleurs été une soirée-bénéfice pour le 80^e anniversaire du journal, en novembre 1990; 800 invités avaient payé 800 \$ le cou-

vert pour aider à éponger une partie de la dette. Plusieurs soirées-bénéfices en région ont suivi. À partir de 1992, le journal s'est engagé dans des modifications importantes. En novembre 1992, *Le Devoir* a quitté la rue Saint-Sacrement, dans le Vieux-Montréal, pour aménager au centre-ville. En janvier 1993, tant la maquette que le contenu du journal ont été revus de fond en comble.

D'autre part, en janvier 1993 aussi, une nouvelle filiale éditrice, Le Devoir inc., a vu le jour, et une société de placement dans l'entreprise québécoise (SPEQ) a permis une injection de plus de un million de dollars. L'année 1993, cependant, a aussi été celle d'une crise financière mémorable, marquée, au mois d'août, par la fermeture du journal pendant deux jours. La direction a par la suite obtenu des syndicats des concessions permettant les compressions budgétaires prévues et des investisseurs, l'implication anticipée. «Cela n'a pas été facile, mais je n'en parlerais pas comme le moment le plus difficile, dit aujourd'hui Lise

Bissonnette. J'avais la conviction que je faisais ce qui devait être fait.»

Hier les journalistes du Devoir ont rendu hommage à Mme Bissonnette dans un communiqué émis par le syndicat de la rédaction. L'exécutif du syndicat souligne «son leadership intellectuel, la qualité de ses éditoriaux et de ses chroniques, sa foi inébranlable envers l'institution qu'est Le Devoir». «On accueille la nouvelle avec une certaine tristesse, a ajouté Benoit Munger, vice-président de l'exécutif. C'est une double perte pour le journal. Mme Bissonnette est une gestionnaire de premier plan, qui a su ramener la stabilité dans l'entreprise, de même qu'un éditorialiste de grand calibre. Nous souhaitons à Mme Bissonnette tout le succès possible dans ses nouvelles tâches et nous n'avons aucune inquiétude pour l'instant quant à l'avenir du journal. Son départ ne se produit pas en période de crise, bien au contraire. Nous allons suivre avec attention le processus de nomination du prochain directeur ou de la prochaine directrice, et nous avons fait part de notre soutien le plus complet au directeur intérimaire, Bernard Descôteaux, qui connaît d'ailleurs l'entreprise à fond.»

Bernard Descôteaux a lui aussi tenu à souligner la contribution de Lise Bissonnette. «On peut prétendre que, d'une certaine façon, elle aura "refondé" Le Devoir tellement le journal qu'elle laisse aujourd'hui est différent de celui dont elle prenait la direction en 1990, dit-il. Il y a huit ans, Le Devoir était une entreprise exsangue et minée dont elle a poursuivi le redressement avec une ardeur et une conviction peu communes. Aujourd'hui, elle laisse une entreprise vigoureuse et en bonne santé, un journal qui a un avenir. Pour cela, elle mérite notre admiration et notre gratitude.» Lors de la publication, en mai dernier, des états financiers pour 1997, *Le Devoir* a déclaré des profits de 300 000 \$.

Avec la collaboration de Mario Cloutier à Québec

Une décision difficile à prendre

La décision de quitter *Le Devoir*, soulignait hier Lise Bissonnette, est loin d'avoir été facile. «Je quitte le métier que j'ai commencé à exercer à l'âge de 15 ans en écrivant mes premiers articles pour le journal étudiant de l'École normale Saint-Joseph, à Hull, dit-elle. Et je quitte le journal qui a été ma maison pendant plus de 20 ans. Le plus beau jour de ma vie a été ma première journée de travail au Devoir, au printemps de 1974, après avoir été engagée par Claude Ryan. Je n'ai jamais sollicité les offres, et je ne serais jamais allée travailler dans un autre média que *Le Devoir*. Le manque de moyens était parfois frustrant. La pression est toujours très forte. Le Devoir, malgré ses effectifs très réduits, est un journal très visible, et ses lecteurs sont très exigeants. Mais, en travaillant pour un journal indépendant, j'occupais le poste de directeur de journal le plus libre au Canada.» Elle regrettera aussi, par ailleurs, ses fonctions d'éditorialiste et de commentatrice de l'actualité, qu'elle chérissait particulièrement. «Je m'étais promis que je ne vieillirais pas en cherchant à donner mon opinion sur tout, dit-elle. On court toujours le risque, dans de tels cas, de se répéter et de s'enliser dans la routine. Or je suis une femme trop dynamique pour cela.»

Mme Bissonnette s'est, par ailleurs, défendue de devoir sa nomination à ses opinions politiques. «Notre position éditoriale est indépendantiste, mais elle n'a jamais été péquiste, dit-elle. Et le gouvernement Bouchard est un gouvernement que je n'ai jamais ménagé en page éditoriale. Je ne crois pas, de toute façon, que ce genre d'affirmation fera long feu. On ne peut pas disputer ma capacité d'assumer ces fonctions, ni mon intérêt sur la question.»

QUÉBEC Une certaine tiédeur

SUITE DE LA PAGE 1

conforme au fonctionnement de la constitution canadienne. [...] Ce serait un peu étonnant que nous soyons les seuls à défendre les positions adoptées par les autres provinces et qui sont en accord avec la constitution canadienne», a ironisé M. Bouchard. Selon lui, «c'est le projet que le fédéral doit accepter» car il respecte le cadre constitutionnel. Les autres provinces sont davantage prêtes au compromis car, contrairement à Québec, elles reconnaissent toutes — et les premiers ministres l'ont rappelé hier — un rôle au fédéral en matière de politique sociale.

M. Romanow a réagi à la fermeté de M. Bouchard en laissant entendre en début de journée devant la presse qu'il était mal placé pour dicter la marche à suivre aux autres provinces. «S'il vient ici avec l'idée que le document reflétant le consensus provincial ne peut être changé, je peux comprendre sa position, mais il faut noter que le Québec n'a pas participé au développement de ce document. Québec a été, au mieux, un observateur actif», a-t-il souligné.

Le gouvernement Bouchard, qui assiste aux négociations sur l'union sociale à titre d'observateur, a fait savoir hier et mardi qu'il pourrait joindre les pourparlers si les provinces s'en tenaient à leur position présentée en juin et ne faisaient aucun compromis face à Ottawa, en particulier en matière de droit de retrait avec pleine compensation financière.

La proposition provinciale dont il est question vise à encadrer le pouvoir fédéral de dépenser dans les champs de compétence provinciale exclusive et prévoit, pour les provinces qui refuseraient l'intervention d'Ottawa, le droit de se retirer avec pleine compensation financière du programme en question mais à la condition d'offrir un ou des programmes répondant aux mêmes priorités.

Aucun premier ministre n'a remis en question ce consensus hier mais même M. Romanow n'osait prédire qu'il en serait encore ainsi vendredi. De plus, on a vite constaté la tiédeur de certains. «J'ai des préoccupations, en particulier sur le pouvoir de dépenser, et je veux des réponses avant d'endosser un consensus de façon définitive», a avoué le premier ministre terre-neuvien Brian Tobin.

On ignore aussi l'effet qu'aurait l'injection éventuelle de fonds fédéraux dans les transferts en espèces destinés à la santé. Le premier ministre albertain Ralph Klein ne cachait pas hier que cela pourrait pousser certaines provinces à assouplir leur position. Aucun premier ministre n'entend toutefois renoncer à la demande d'un mécanisme d'interprétation et d'application conjointes des principes de

la loi nationale sur la santé.

Tous les premiers ministres ont applaudi — avec un brin de prudence — l'intérêt manifesté récemment par Lucien Bouchard pour la dernière proposition provinciale. Leur scepticisme face ses intentions était toutefois évident.

«Je crois que le gouvernement du Québec a peut-être le désir de prendre une position plus ferme pour rendre la négociation plus difficile. [...] Et comme il est désireux de poursuivre sa route seule, M. Bouchard ne peut probablement adopter notre position en faveur d'une solution coopérative et consensuelle. Je ne veux pas lui rendre la vie difficile ou le blâmer, mais il se peut qu'il ait, pour ses propres fins politiques, une position plus dure que nous», a noté le Manitobain Gary Filmon.

«Nous n'obtiendrons pas l'appui de l'actuel gouvernement du Québec sur la façon de faire fonctionner la fédération. Pour eux, la meilleure façon est que le Québec soit indépendant. [...] On n'aura pas l'accord complet du gouvernement actuel sur la question des relations fédérales provinciales mais je crois qu'on peut satisfaire la majorité des Québécois en leur montrant que la coopération est dans leur intérêt», a soutenu l'Ontarien Mike Harris.

Autre point en suspens: l'adoption ou non d'une date butoir pour la fin des négociations. Certains premiers ministres, en particulier Gary Filmon et Ralph Klein, aimeraient un engagement à conclure une entente avant le dépôt du prochain budget fédéral, question de forcer la main à Ottawa.

M. Bouchard a par ailleurs indiqué qu'il participerait à toutes les discussions formelles et informelles, y compris celles sur la Déclaration de Calgary. Sa présence se justifie, dit-il, car il se doit d'informer ses homologues des résultats de l'examen public réalisé au printemps. Il dit que c'est une question de «courtoisie élémentaire» et un exercice sûrement utile advenant la volonté des autres provinces de discuter des prochaines étapes.

Parmi les autres enjeux de la conférence, on note le dossier de l'indemnisation des personnes infectées par l'hépatite C à partir de sang contaminé et non couvertes par le programme actuel destiné aux personnes touchées entre 1986 et 1990. Le président de la Société canadienne d'hépatologie, Jeremy Beatty, a rencontré M. Romanow hier. Joey Hache, une jeune victime qui traverse le Canada à bicyclette, s'arrêtera à Saskatoon aujourd'hui. Le premier ministre Harris, qui s'est déjà dit prêt à indemniser toutes les victimes de sa province, veut soulever la question avec ses collègues, quoiqu'il n'attende pas une décision immédiate. Seul le Québec a pris son parti pour l'instant.



Ce que Monica serait prête à dire

Washington (AFP) — Avant même qu'elle ne commence à témoigner, des fuites anonymes ont fait état de ce que Monica Lewinsky allait dire aux 23 jurés populaires qui devraient entendre aujourd'hui sa déposition sous serment.

Voici les principaux éléments de ce témoignage attendu: ■ Monica Lewinsky serait prête à reconnaître une relation physique avec Bill Clinton, contredisant ainsi le président, qui a nié sous serment une liaison avec l'ancienne stagiaire de la Maison-Blanche;

■ elle serait prête à dire qu'ils ont parlé de comment garder cette relation secrète, mais pas que le président lui a demandé de mentir à la justice;

■ elle serait prête à reconnaître que le président lui a dit que, si elle ne gardait pas les cadeaux qu'il lui avait offerts, elle n'aurait pas à les remettre à la justice. Qu'elle pouvait également prétendre être venue voir sa secrétaire Betty Currie à la Maison-Blanche lors de ses 37 visites comptabilisées après qu'elle eut été mutée au Pentagone;

■ Monica Lewinsky serait aussi prête à dire que c'est elle qui a rédigé, en collaboration avec Linda Tripp, un document imprimé résumant pour celle-ci ce qu'elle devait dire à la justice dans l'affaire Paula Jones. Linda Tripp a démenti toute implication.

À l'appui de son témoignage, Mlle Lewinsky a remis au procureur indépendant Kenneth Starr une robe, selon elle tachée de sperme présidentiel, ainsi qu'une photo, dédicacée selon elle en des termes compromettants par Bill Clinton.

SUITE DE LA PAGE 1

je cherche une prison pour mes yeux d'écume une mer de bitume et de galets cassés quand tu ris, je plonge dans ta gorge de mareaçage

tu es l'eau qui stagne sous mes paupières et je t'aime, patiente, presque noyée

Parce qu'il n'était pas sûr d'avoir tout saisi, Lorca resta coi. Il n'aurait pas su dire s'il était ému, fasciné ou plus simplement désarmé. En effet, ce n'est pas tous les jours qu'un concierge vous arrête pour vous réciter sa dernière production lyrique. Lorca n'aurait jamais cru la chose possible, et là, en face de ce jeune rêveur qui s'était adressé à une dame visible pour lui seul, il ne savait trop quoi dire. Il agita la main devant le visage du concierge qui, manifestement, s'était égaré dans une autre dimension. Ses doigts, agrippés au manche de sa vadrouille, ressemblaient à de la paraffine, et son corps, tout entier tendu vers un cosmos privé, semblait frappé de catalepsie. Soudain, il se pencha vers le sol et recommença à le laver d'un lent

mouvement de va-et-vient, comme si rien de rien n'était.

— C'est ce que je peux faire de mieux. Que voulez-vous? Certains prétendent qu'on peut devenir poète. Moi, je me demande si j'y arriverai un jour.

Non pas qu'Eugenio Lorca se soit ennuyé auprès de cet hurluberlu, mais il avait toujours un colis à rendre à Angel Stone, à ce moronique, à ce macaronique, à ce... Oh, et puis, zut! Lorca piétina les marches mouillées et croisa le concierge en prenant soin d'éviter ce regard d'halluciné qui l'inquiétait tout de même un peu.

— Attendez! J'ai déjà rencontré ce type! Je crois qu'il travaille au 10^e; il y a une agence de voyages et je l'ai vu là souvent...

Lorca faillit s'étrangler avec sa salive. Quelqu'un dans ce bâtiment maudit avait déjà vu Angel Stone!

— Je me souviens de lui parce qu'il m'avait demandé de lui mettre un poème par écrit. Je crois qu'il voulait le lire à sa copine... Enfin, je suppose que c'est sa copine, la dame rousse qui...

Ne se contenant plus de joie, Eugenio Lorca dévala l'escalier quatre à quatre. En haut, le concierge cria pour le prier de ra-

lentir, mais il était déjà trop tard. Lorca avait glissé et s'était étendu de tout son long sur le palier du 14^e. Il jurait entre ses dents, blessé dans son amour-propre. En outre, il avait mal partout, et le satané colis avait poursuivi sa descente sans lui. «Cette fois, c'est fichu», se dit-il, tandis que le concierge poète le rejoignait en courant.

— Je suis désolé! J'aurais dû vous dire que les marches étaient savonneuses! Rien de cassé, j'espère?

Evidemment, Lorca songea d'abord à la propriété d'Angel Stone. Ce n'est qu'ensuite qu'il fit attention à ses propres os. Il tenta de se relever tout seul, mais il y renonça, car sa cheville s'était tordue et le faisait souffrir.

— Vous êtes blessé! Vous ne pouvez pas continuer comme ça! Donnez-moi votre colis, j'irai le porter pour vous!

Las et contusionné, Lorca admit qu'il était tenté d'accepter l'offre du concierge. Mais, somme toute, il tenait à rencontrer Angel Stone.

— Bon, si vous voulez... Mais je vais quand même vous aider à vous mettre debout... Là... Attendez-moi ici; je vais récupérer votre paquet. Et après, prenez donc

l'ascenseur, c'est plus prudent.

Un autre que Lorca aurait vu en cela un conseil judicieux; lui le perçut plutôt comme une plaisanterie de mauvais goût. L'ascenseur, plus sûr... L'éventualité réelle de mettre le grappin sur Stone l'ayant tout de même ragailardi, il s'appuya sur sa cheville intacte et, tout en serrant fermement la rampe, progressa doucement vers l'issue que le concierge lui indiquait.

— Tenez, votre boîte... Et saluez monsieur Stone de ma part!

Vaguement agacé, Eugenio Lorca passa son chemin. Derrière lui, avant que le mécanisme de la porte de métal ne s'enclenche, il eut le temps d'entendre:

Tu fermes la marche de nos défilés absents de nos batailles distraites

Lorca en eut des frissons dans le dos. Dès qu'il aurait rempli son contrat, il quitterait cet endroit infernal. À présent, il en était convaincu. Toutes sortes de substances dangereuses émanaient de ces murs, et Angel Stone ne pouvait être que le démon en question.

(À SUIVRE)

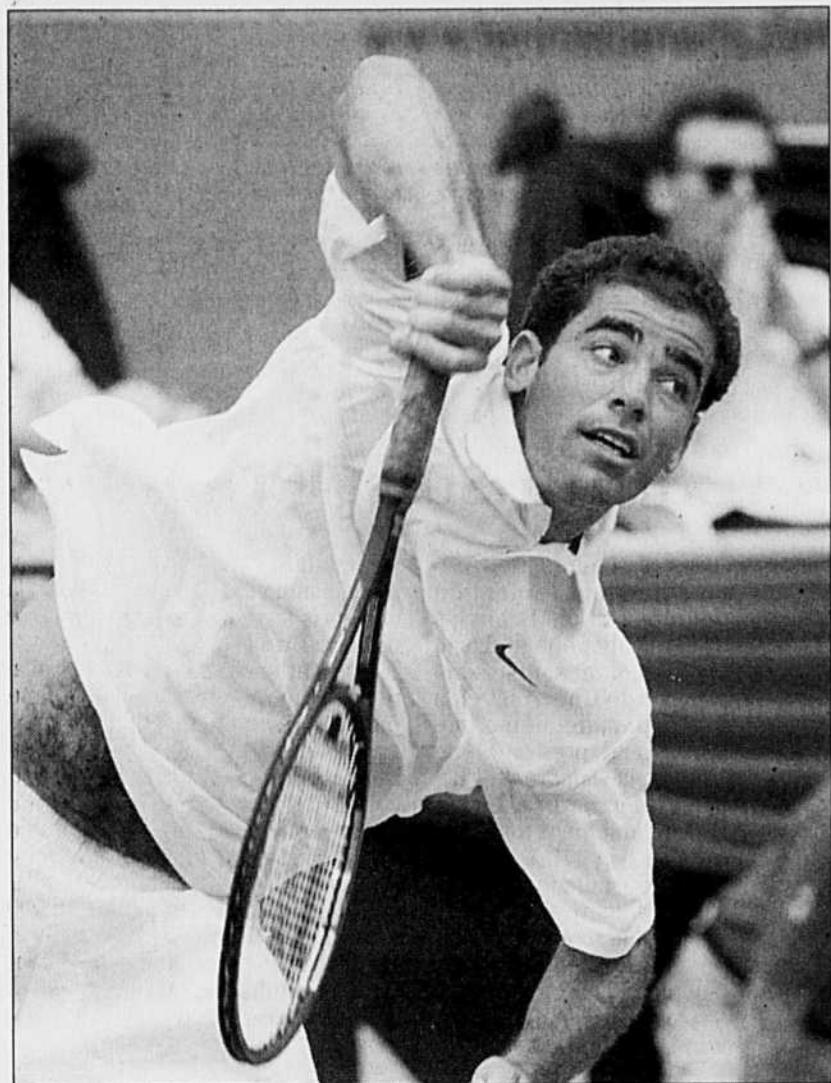
LE DEVOIR

LES SPORTS

Internationaux de tennis du Canada

Le champion tient à le rester

Pete Sampras accède au troisième tour de l'Omniium du Maurier



Pete Sampras entend bien rester numéro un mondial. Hier, il a facilement disposé de l'Italien Gianluca Pozzi.

PRESSE CANADIENNE

Toronto (PC) — L'Américain Pete Sampras a les deux pieds bien plantés au sol dans sa quête de conserver son titre de numéro un mondial.

Hier, le premier favori a facilement accédé au troisième tour de l'omniium de tennis du Maurier en disposant de l'Italien Gianluca Pozzi en deux sets expéditifs de 6-1 et 6-2.

Sampras, qui pourrait céder le titre de numéro un mondial au chilien Marcelo Rios si jamais il devait subir la défaite à Toronto, considère qu'il est pleinement rétabli d'une intervention chirurgicale au pied subie le 15 juillet.

«Pour un premier match en près d'un mois et un premier sur surface dure en plus de trois mois, je me suis bien débrouillé, a dit Sampras. Je voyais très bien la balle et je jouais contre quelqu'un qui ne possède pas un service ultra-puissant. Ça m'a aidé. Ça m'a surtout permis de trouver mon rythme et d'apprendre à connaître le court. J'ai bien commencé le match et j'ai senti de l'amélioration au fur et à mesure que le jeu progressait. Je suis vraiment content de ma performance.»

Sampras n'a pas été le seul des têtes de série à connaître du succès, hier. Les huit favoris étaient en action pour la première fois du tournoi après avoir bénéficié de passe-droits au premier tour.

Le troisième favori Patrick Rafter, d'Australie, a battu l'Américain Neville Godwin 7-5 et 6-3; Le Russe Yevgeny Kafelnikov (no 4) a disposé de

Todd Martin, des États-Unis, 6-2 et 6-3; et le Britannique Tim Henman (no 7) a éliminé l'Argentin Guillermo Canas 3-6, 7-6 (7-5) et 6-2.

Le deuxième favori Petr Korda, de la République tchèque, affrontait l'Américain Vincent Spadea en soirée tandis que la huitième tête de série Andre Agassi, des États-Unis, se mesurait à Guillaume Raoux, de France.

Dans quelques uns des autres rencontres de la journée, l'Espagnol Alberto Costa (no 9) a battu l'Américain Jan-Michael Gambill, 6-2 et 6-4; le Croate Goran Ivanisevic (no 10) a eu raison de l'Arménien Sargis Sargsian 6-3, 6-2; et l'Australien Mark Philippoussis (no 14) a éliminé le Zimbabwéen Wayne Black 6-1 et 6-4.

Le Français Fabrice Santoro, 15^e tête de série, a cependant subi l'élimination face à l'Allemand Tommy Haas, 7-6 (10-8) et 6-2.

Bobby Kokavec, de Tecumseh (Ont.), le seul canadien toujours en lice en simple, a quant à lui plié 6-3 et 6-4 face à l'Américain Malivai Washington.

Sampras en quête d'un record

Sampras a encore réitéré qu'il n'avait aucune intention d'être délogé au classement mondial. Et si le vétéran de 11 saisons, qui fêtera ses 28 ans le mois prochain, exauce son souhait, il deviendra le seul joueur de l'histoire de l'ATP à maintenir sa position de numéro un pendant six années de suite.

«Un de mes objectifs cette année était de battre ce record [qu'il partage avec Jimmy Connors], a confié Sam-

pras. Évidemment, je ne me suis pas fait de cadeaux durant les premiers mois de la saison en jouant du tennis médiocre. Mais après avoir remporté Wimbledon [pour la cinquième fois] et avec les Internationaux des États-Unis qui s'en viennent dans quelques semaines, j'ai la chance d'accumuler beaucoup de points.»

Si jamais Sampras remportait le U.S. Open pour la cinquième fois, il rejoindrait le légendaire Roy Emerson avec 12 victoires en tournois du Grand Chelem, et dépasserait les non moins légendaires Rod Laver et Bjorn Borg (ex æquo avec 11 victoires).

Pourtant, Sampras ne veut pas discuter de sa place dans l'histoire du tennis: «C'est aux experts de décider où je me situe dans l'histoire, a-t-il dit. Quand ma carrière sera terminée, elle sera terminée. Je pourrai alors me pencher sur le passé et mieux apprécier ce que j'ai accompli.»

Tournoi d'Amsterdam

Par ailleurs, le favori slovaque Karol Kucera a atteint les quarts de finale du tournoi d'Amsterdam, hier, en défaisant le Danois Thomas Larsen, 7-5, 6-3.

Dans d'autres matchs, le Roumain qualifié Adrian Panu est revenu de l'arrière pour surprendre la troisième tête de série, le Suédois Magnus Gustafsson 4-6, 6-1, 6-3; le champion en titre Slava Dosedel (no 8) a vaincu le jeune hollandais Martin Verkerk 6-4, 6-4; l'Australien Richard Fromberg (no 6) a éliminé le Hollandais Dennis van Scheppingen 6-3, 6-4 et le Slovaque Dominik Hrbaty (no 7) a défait l'Espagnol Albert Portas 6-1, 6-2.

Soccer

Les champions du monde sont-ils prêts pour le service?

Paris (AP) — Contrairement à leurs camarades de club, les huit champions du monde évoluant encore en France n'ont eu que deux petites semaines de vacances.

Et on peut se demander s'ils seront prêts, physiquement et psychologiquement, à revenir au quotidien du championnat après l'euphorie du Mondial.

Les précédentes campagnes des Bleus en 1982 et 1986 ont montré que les héros étaient souvent très fatigués, voire blessés, après une Coupe du monde. On se souvient notamment des difficultés éprouvées par Michel Platini au début de sa première saison à la Juventus de Turin.

À l'AS Monaco, où il a retrouvé depuis une semaine Fabien Barthez et Thierry Henry, David Trezeguet avoue qu'il est «encore fatigué», et souhaite s'économiser un peu. Mais le jeune attaquant, qui semble se faire à son nouveau statut de star internationale, s'est préparé mentalement à son retour sur terre pendant ses 10 jours de vacances en Espagne.

Les trois champions du monde de l'OM, Laurent Blanc, Christophe Dugarry et Robert Pires, ont eux aussi repris l'entraînement la semaine dernière. A peine remis de son éprouvante fin de saison avec Metz, Pires s'est reposé en Lorraine, «pour décompresser».

De retour au PSG après six mois en Angleterre, Bernard Lama est plus impatient que les autres champions du monde de retrouver la compétition. Le Guyanais n'a pas disputé de match officiel depuis le 29 mai, avec les Bleus contre le Maroc.

Enfin, Bernard Diomède n'a pas à se plaindre de ses vacances. L'attaquant auxerrois a bénéficié d'une faveur spéciale de Guy Roux, qui l'a autorisé à rester trois semaines en dehors des terrains. Il n'a repris l'entraînement que lundi.

BASEBALL

LIGUE NATIONALE

	G	P	Moy.	Diff
Atlanta	75	38	.664	—
New York	59	51	.536	14 1/2
Philadelphia	55	56	.495	19
Montréal	45	68	.398	30
Florida	40	74	.351	35 1/2
Section Centrale				
Houston	68	45	.602	—
Chicago	64	50	.561	4 1/2
Milwaukee	57	56	.504	11
St. Louis	52	60	.464	15 1/2
Pittsburgh	51	62	.451	17
Cincinnati	50	63	.442	18
Section Ouest				
San Diego	73	40	.646	—
San Francisco	61	52	.540	12
Los Angeles	58	55	.513	15
Colorado	50	63	.442	23
Arizona	42	71	.372	31

Hier

Houston 3, Florida 5
Arizona 10, Chicago Cubs 7
Colorado 6, Pittsburgh 2
Los Angeles 1, Montréal 5
San Francisco 6, N.Y. Mets 4
Cincinnati 13, Atlanta 9
St. Louis 5, Milwaukee 1
Philadelphia à San Diego

Aujourd'hui

San Francisco à N.Y. Mets, 14h10.
Colorado à Pittsburgh, 13h35.
Los Angeles à Montréal, 13h35.
Philadelphia à San Diego, 17h05.
Cincinnati à Atlanta, 19h40.

LIGUE AMÉRICAINE

	G	P	Moy.	Diff
New York	80	28	.741	—
Boston	66	45	.595	15 1/2
Baltimore	57	55	.509	25
Toronto	56	57	.496	26 1/2
Tampa Bay	43	67	.391	38
Section Centrale				
Cleveland	62	50	.554	—
Minnesota	51	59	.464	10
Kansas City	50	61	.450	11 1/2
Chicago	49	62	.441	12 1/2
Detroit	46	64	.418	15
Section Ouest				
Texas	60	51	.541	—
Anaheim	60	52	.536	1/2
Seattle	50	62	.446	10 1/2
Oakland	50	63	.442	11

Hier

Detroit à Baltimore
N.Y. Yankees à Oakland
Cleveland à Anaheim
Chicago White Sox à Tampa Bay
Kansas City au Minnesota
Toronto au Texas

Aujourd'hui

Kansas City au Minnesota, 13h15.
Seattle à Detroit, 19h05.
Boston au Texas, 20h35.

BRÈVES

Du tennis pour tous à Montréal

(Le Devoir) — Pendant que les Internationaux du tennis masculin battent leur plein à Toronto, les organisateurs de l'Omniium du Maurier ont présenté la programmation qui animera, du 15 au 23 août, les Internationaux de tennis féminin à Montréal. En plus des matchs opposant les meilleures joueuses au monde, les sportifs pourront participer au concours de service rapide et recevoir des conseils de pros. Les spectateurs assisteront à des démonstrations de tennis en fauteuil roulant, à des matchs opposant anciens vétérans et jeunes prodiges québécois sans compter ceux qui opposeront des personnalités telles Claude Meunier, Pierre Brassard, Mireille Deyglun, Daniel Lemire, Vincent Damphousse, Yvan Ponton, Luc Senay et Marc Messier. Il reste encore des billets disponibles par le réseau Admission au (514) 790-1245.

Les tifosi boudent le Grand Prix

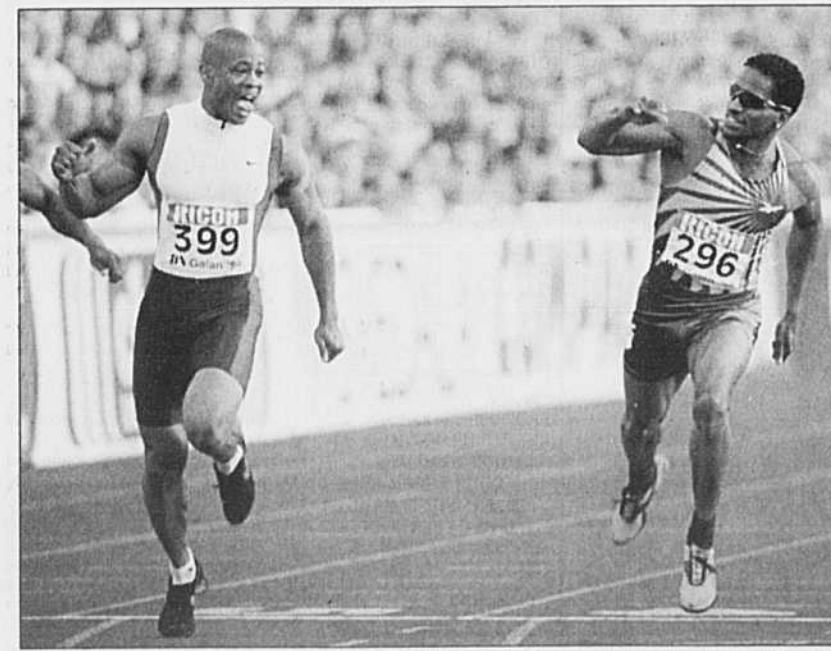
Monza (AFP) — Les ventes de billets sur le circuit de Monza, pour la Grand Prix d'Italie de Formule 1, le 13 septembre, sont moins bonnes que l'année dernière après les performances décevantes des Ferrari dimanche à Hockenheim pour le

GP d'Allemagne. Quelques semaines avant la course, des billets sont encore disponibles pour toutes les portions du circuit, sauf pour les 1500 places assises de la ligne d'arrivée. L'Allemand Michael Schumacher avait terminé 5^e en Allemagne, et son coéquipier l'Irlandais Eddie Irvine 8^e.

Bruno Peyron vogue sous un vent favorable

Paris (AP) — Le vent a tourné dans la bonne direction pour le catamaran du navigateur français Bruno Peyron, qui tente actuellement de battre le record de la traversée du Pacifique nord entre Yokohama et San Francisco. Explorer est parvenu, hier, à contourner une dépression qui l'empêchait jusqu'à présent de prendre la route la plus directe. Parti dimanche du Japon, le catamaran Explorer compte désormais 264 milles d'avance sur le tableau de marche suivi par le Lakota de l'Américain Steve Fossett en août 1995, selon un point journalier effectué par le PC Course installé à Saint-Malo. Cette traversée est pour Peyron le troisième parcours qualificatif de la Course du millénaire/The Race qui devrait débuter le 31 décembre 2000. Le record à battre, réalisé par Steve Fossett, est de 16 jours, 17 heures et 21 minutes.

À toute vitesse



LE CHAMPION DU MONDE Maurice Greene, des États-Unis, a connu un départ parfait pour devancer son partenaire d'entraînement Ato Boldon de Trinidad, par six centièmes de seconde grâce à un chrono de 9,90 à la rencontre d'athlétisme de Stockholm, hier. Il s'agit du cinquième meilleur temps de la saison. Le Montréalais Bruny Surin, qui a fait la course de sa vie aux championnats canadiens d'athlétisme samedi dernier, a fini dernier au 100 mètres. Surin, qui a gagné le championnat canadien à Montréal en 9,89 pour battre le détenteur du record mondial Donovan Bailey, a terminé huitième en un temps de 10,24. Bailey n'a pas pris part à la rencontre de Stockholm.

Expos 5, Dodgers 1

Une équipe ragaille

Les Expos ont une fiche de 4-1 depuis leurs échanges

MICHEL LAJEUNESSE

PRESSE CANADIENNE

Les Dodgers de Los Angeles commencent-ils à regretter leur dernier échange avec les Expos? Après avoir laissé filer une avance de 4-0 la veille, les Dodgers se sont inclinés 5-1 devant les Expos et une maigre foule de 9611 spectateurs, hier. Les Expos ont maintenant un dossier de 4-1 depuis qu'ils ont cédé Mark Grudzielanek et Carlos Perez aux Dodgers.

Et contre toute attente, c'est Scott Livingstone, qui avait entrepris le match avec une moyenne anémique de .183 et qui remplaçait Shane Andrews au troisième, qui a fait le plus mal aux visiteurs en claquant un double de deux points dès la manche initiale.

Vladimir Guerrero n'a pas vraiment été une menace, même s'il a produit un point avec un simple. Derrick May a claqué son deuxième circuit de la saison contre le receveur Mike Judd en huitième et il a de plus obtenu un simple. May évolue au champ gauche depuis quelques semaines parce que F.P. Santangelo est blessé.

Cette victoire va donc à la fiche des réservistes autant qu'à celle de Carl Pavano.

Pavano a tenu les Dodgers en échec pendant six

manches. Il a espacé six coups sûrs et a donné deux buts sur balles, mais il a aussi retiré six frappeurs sur des prises.

«Le plus important avec un gars comme Pavano, c'est de s'assurer qu'il termine la saison en santé, qu'il suive son programme de conditionnement physique au cours de l'hiver et qu'il nous revienne en santé, prêt à lancer au camp d'entraînement», a dit Felipe Alou.

«Il a eu des maux d'épaule avec les Red Sox et encore cette année. Là, il acquiert de l'expérience et accumule les manches. Mais son état de santé, c'est ce qui est le plus important.»

Alou l'a retiré du match après six manches quand il n'avait effectué que 96 tirs. Mais c'était suffisant pour lui permettre de mériter sa quatrième victoire en neuf décisions.

Les Dodgers ont marqué leur premier point contre Shane Bennett en septième. Après deux retraits, Grudzielanek a obtenu son deuxième simple du match et Trenidad Hubbard, qui remplaçait Raul Mondesi, blessé au dos, a suivi avec un double.

Bennett a cédé le monticule à Ugueth Urbina après deux retraits en huitième. Il a fermé la porte pour enregistrer son 25^e sauvetage.

Hockey

Lindros à Vancouver? Jamais!

Les Flyers assurent qu'ils ne l'échangeront pas

Philadelphie (PC) — Le directeur général des Flyers de Philadelphie Bob Clarke a assuré qu'il n'échangera pas le capitaine de l'équipe Eric Lindros aux Canucks de Vancouver pour mettre la main sur l'attaquant mécontent Pavel Bure.

Le dg des Canucks Brian Burke a évoqué la possibilité d'une transaction majeure du genre.

«Burke peut oublier ça. Ça ne se produira pas», a dit Clarke au journal Philadelphia Inquirer.

Une des raisons qu'a fournies Bure pour exiger un échange est qu'il ne peut pas avoir la paix et trouver la quiétude à Vancouver. Il veut se retrouver dans une plus grande ville pour passer incognito.

Clarke l'a trouvée bien bonne celle-là.

«S'il veut foutre le camp, dites-lui de retourner à Moscou», a lancé Clarke.

Le dg des Flyers n'a pas que nier la rumeur, il n'a pas été tendre à l'endroit du «Rocket» Russe.

«Pourquoi Bure voudrait-il quitter Vancouver?, a demandé Clarke. Il fait 8 millions par année. Que veut-il de plus? Je n'ai pas besoin de ses problèmes. S'il a des problèmes à Vancouver, il en aura également à Philadelphie.»

Bure, âgé de 27 ans, a connu trois saisons de 50 buts ou plus avec les Canucks, mais il ne veut plus rien savoir de Vancouver. Son agent a informé Burke, en fin de semaine dernière, qu'il ne rejouerait plus pour les Canucks.

Bure n'a pas demandé de passer à une équipe en particulier, a précisé son agent qui a refusé de commenter les commentaires de Clarke à l'endroit de son client.

«C'est son opinion», a simplement répondu Mike Gillis.

Les Flyers, par ailleurs, ont leurs propres problèmes avec Lindros que Clarke a blâmé sévèrement, la semaine dernière, parce qu'il n'a pas encore livré la marchandise.

Clarke, qui doit rencontrer le père-agent Carl Lindros dans quelques semaines pour parler d'un nouveau contrat pour Eric, n'a pas eu de nouvelles de papa Lindros depuis ce temps.

Brind'Amour est convaincu

Pour le coéquipier de Lindros chez les Flyers, Rod Brind'Amour, il est évident qu'un tel échange est improbable. «Ça n'arrivera jamais, du moins c'est mon opinion», a affirmé Brind'Amour qui était en ville, hier, pour accorder son soutien à une œuvre de charité. Il est trop utile. A moins qu'on obtienne en retour de ses services une équipe au grand complet...

«On devrait donner mer et monde pour combler tout ce qu'il apporte aux Flyers», a ajouté Brind'Amour.

Plusieurs rumeurs ont circulé dernièrement, surtout à Toronto, selon lesquelles Lindros pourrait se retrouver avec les Maple Leafs.

Le directeur général des Flyers Bob Clarke a ajouté de l'huile sur le feu, la semaine dernière, en tenant des propos durs à l'endroit de Lindros.

Grosso modo, Clarke a dit qu'il souhaitait que son capitaine donne un rendement à la hauteur du salaire de 8,5 millions \$ US qu'on lui verse.

Brind'Amour a évité de blâmer publiquement Clarke, mais il s'est porté à la défense de son coéquipier.

«J'ai toujours été derrière Eric à 100 % et je pense qu'il doit subir beaucoup de pression, a souligné Brind'Amour. On le critique souvent pour des choses dont il ne mérite pas d'être critiqué. Comme coéquipier, je peux dire honnêtement qu'il se défonce tout le temps.»

Ce n'est pas que Clarke est une mauvaise personne, a souligné Brind'Amour, c'est juste qu'il est un individu très intense. «Je pense qu'il aimerait encore être un joueur, a-t-il renchéri au sujet de Clarke. Il est très proche des gars et il aime les piquer au vif. Mais c'est dur de lui donner la réplique. Il est encore très combatif et c'est parfois plus fort que lui.»

Brind'Amour, qui aura 28 ans dimanche, a eu ses démêlés avec Clarke dernièrement. Devant l'impasse des négociations contractuelles, le patineur d'Ottawa, joueur autonome avec restriction, a décidé de faire appel à l'arbitrage pour majorer son salaire de 1,6 million de l'an dernier.